

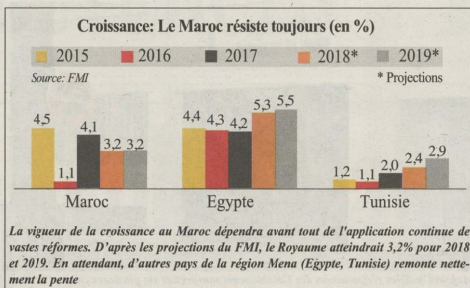
FMI: Là où le Maroc doit accélérer la cadence

• Réformes de la réglementation du travail et des régimes de retraite...

• Un taux de croissance de 3,2% pour 2018 et 2019

• Warning sur la dette publique dans la région Moanap

PAS de changement pour le taux de croissance économique au Maroc. Le FMI qui publie ses perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP-Novembre 2018), maintient le taux à 3,2% pour 2018 et 2019, après 4,1% en 2017. Il y a un rapprochement depuis quelque temps des chiffres des institutions internationales avec ceux des prévisions nationales (PLF, HCP, BAM, CMC...). Selon les projections de Bank Al-Maghrib, le PIB croîtrait de 3,5% en 2018, soit 0,6 point en dessous de l'année dernière, et à 3,1% en 2019. Avec



La vigueur de la croissance au Maroc dépendra avant tout de l'application continue de vastes réformes. D'après les projections du FMI, le Royaume atteindrait 3,2% pour 2018 et 2019. En attendant, d'autres pays de la région Mena (Egypte, Tunisie) remonte nettement la pente

grâce au secteur manufacturier. Lequel continue de bénéficier d'investissements étrangers substantiels dans l'automobile, et au secteur des services, qui seront les principaux moteurs de la croissance.

Pour le FMI, l'économie marocaine doit surmonter plusieurs défis. Le Maroc fait partie des pays dans lesquels le secteur agricole contribue largement à la croissance et donc reste vulnérable aux événements météorologiques. Le Royaume

Rabat figure sur la liste des pays qui sont en train de reconfigurer leur système d'enseignement, en liant la formation professionnelle aux déficits de compétences dans le secteur privé. Par ailleurs, les réformes de la réglementation du travail pourraient contribuer à dynamiser le marché de l'emploi et à réduire l'activité du secteur informel, soutenant ainsi le secteur privé. Des réformes des régimes de retraite pourraient également encourager la recherche d'emploi dans le secteur privé (Maroc, Tunisie).

Le FMI émet plusieurs recommandations pour la région. Il est conseillé d'adopter des mesures favorisant l'amélioration de la productivité. D'autres réformes macroéconomiques et structurelles visant à améliorer la compétitivité au moyen d'ajustements des taux de change (Tunisie), de facilitation de l'accès au crédit (Egypte, Maroc, Pakistan) et aux terrains industriels (Egypte), et

de diversification de l'économie (Mauritanie), entre autres, doteraient le secteur privé d'atouts plus efficaces face à la concurrence. Ce qui lui permettrait d'exploiter la demande extérieure. Une récente étude souligne que les réformes portant sur le climat des affaires qui génèrent une augmentation de 1 point sur l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se traduiraient par une croissance de la productivité de l'ordre de 1,4 point de pourcentage. Toutefois, les tensions politiques et sociales dans certaines régions pourraient se traduire par un ralentissement dans la mise en oeuvre des réformes, au détriment de la résilience économique et de la croissance inclusive, craint le FMI.

Le Fonds monétaire international met l'accent aussi sur le niveau élevé de la dette publique. Ce qui ne laisse que peu d'espace budgétaire aux pays pour absorber des coûts de financement en hausse et l'impact de l'augmentation des prix du pétrole. La dette publique va dépasser 90% du PIB dans près de la moitié des pays de la région en 2018. Une grande partie de cette dette (52%) est libellée en devises étrangères et un montant élevé arrive bientôt à échéance. De plus, les paiements d'intérêts sont considérables et en hausse, absorbant plus de 20% des recettes en 2017, contre 17% en 2016. Le volume de ces obligations liées aux intérêts limite la capacité à utiliser d'éventuelles économies ou recettes supplémentaires pour accroître les dépenses propices à la croissance. □

Fatim-Zahra TOHRY

Comment booster l'investissement privé

DANS un chapitre analytique, les services du FMI se sont penchés sur l'investissement privé. Pour favoriser les créations d'emplois et une croissance inclusive, un secteur privé dynamique, stimulé par un solide investissement privé, s'impose. Or l'investissement privé dans la région Moanap est faible par rapport aux pays comparables. Les experts analysent comment une amélioration de l'accès aux services financiers et le développement des marchés nationaux des capitaux stimuleraient l'investissement privé dans la région. En outre, l'investissement dans l'éducation et les infrastructures, la réduction du poids de l'Etat dans l'économie, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'Etat et de la gouvernance débloqueraient l'investissement privé. Des mesures qui permettraient de passer à une croissance plus élevée et tirée par un secteur privé. □

un retour à des conditions pluviométriques normales, le PIB agricole devrait diminuer en 2019, ce qui ramènera la croissance du PIB à 2,9%, note pour sa part la Banque mondiale dans rapport de suivi de la situation économique (octobre 2018). Mais le PIB non agricole devrait se maintenir

est cité parmi les nombreuses économies qui ont également cherché à augmenter les recettes en relevant ou en rationalisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée, en supprimant les exonérations fiscales, en modernisant l'administration fiscale et en rationalisant les droits de douane.

Des risques multiples

LA région Moanap est confrontée à des risques multiples et interdépendants, a fait savoir Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale, en présentant les perspectives. Parmi eux figurent un durcissement plus rapide que prévu des conditions financières mondiales et une exacerbation des tensions commerciales qui pourrait peser sur la croissance mondiale et pénaliser les principaux partenaires commerciaux de la région. Ces risques pourraient provoquer une dégradation du climat sur les marchés financiers et une accentuation de la vola-

tilité de ces derniers. Ce qui aggraverait les problèmes de financement des pays ayant un endettement ou des besoins de refinancement considérables. L'incertitude sur le plan politique et les tensions sociales pourraient aussi remettre en question le programme de réformes dans certains pays. En outre, l'évolution des cours du pétrole est très incertaine. S'ils continuent à augmenter, cela pourrait entamer la détermination des pays exportateurs à poursuivre les réformes, tout en intensifiant les pressions sur les pays importateurs. □